

Discours du palais de Chaillot, 12 septembre 1944

Le gouvernement français a été remanié à Paris par le général de Gaulle. Au cours d'une réunion organisée au palais de Chaillot, en présence du gouvernement, du Conseil national de la Résistance et des grands Corps de l'État, il salue les combats victorieux des Alliés avant de tracer le chemin du renouveau national.

Pendant les dix-huit jours qui se sont écoulés déjà depuis que l'ennemi qui tenait à Paris capitula devant nos troupes, une vague de joie, de fierté, d'espérance a soulevé la nation française. Le pays et le monde sont témoins que le choc que représente cette libération, accomplie pour les cinq sixièmes de notre territoire et notamment pour la capitale, a mis en éclatante lumière à la fois la volonté de combattre, l'enthousiasme et la sagesse de notre peuple. S'il était encore quelque part des gens qui doutaient de ce que voulait réellement la nation opprimée et de sa capacité de se dominer elle-même, je suppose qu'ils sont, à présent, définitivement éclairés.

En tout cas, la réunion d'aujourd'hui, organisée par le Conseil qui inspira et coordonna sur place, au prix de quels périls et de quelles pertes ! l'action menée contre l'ennemi et contre les usurpateurs, est par elle-même magnifiquement symbolique. Avec le Conseil national de la Résistance, auquel j'adresse les remerciements du gouvernement et du pays tout entier, voici rassemblés ici, en même temps que les représentants des grands Corps de l'État, des hommes de toutes origines et de toutes nuances qui se sont mis au premier rang de ceux qui mènent le combat. Or, qui ne voit qu'une même flamme anime et qu'une même raison conduit toute cette élite française ? Il ne serait pas possible de trouver un auditoire plus qualifié et plus digne pour parler, comme je vais le faire, du présent et de l'avenir du pays.

La voilà donc enfin refoulée et humiliée cette puissance militaire allemande qui, appuyée sur l'exceptionnelle capacité de combattre, d'entreprendre, de souffrir, d'un grand peuple fanatisé, secondée par d'ambitieux auxiliaires, aidée par le défaitisme et, parfois, la trahison de certains dirigeants des nations qu'elle voulait asservir, favorisée par la dispersion des États du parti de la liberté, avait tenté de saisir la domination du monde ! L'édifice, battu en brèche depuis des mois et des années mais attaqué cette fois avec force et avec audace, paraît ébranlé jusque dans ses fondements. L'horizon se dore des lumières de la victoire.

Cette victoire, pour la saisir telle qu'elle doit être, c'est-à-dire complète et totale, de nouveaux et sanglants efforts seront sans doute encore nécessaires. Mais, quels que doivent être les obstacles et le terme, il est désormais acquis que la France en aura sa part.

De toute notre âme nous entendons rendre hommage aux braves et chères nations qui sont en train de la remporter avec nous. Notre hommage s'adresse à l'Empire britannique, qui, comme nous, tira l'épée le 3 septembre 1939, qui subit à nos côtés les revers de 1940, qui ensuite, presque solitaire, sauva l'Europe par sa résolution et qui triomphe maintenant avec nous, sur notre sol, en attendant que nous allions ensemble abattre définitivement l'ennemi commun sur son territoire.

Notre hommage s'adresse à la Russie soviétique, qui, sous l'agression de 1941, vit les armées allemandes s'avancer jusqu'aux portes de Léningrad et de Moscou et pénétrer jusqu'au fond du Caucase, mais sut trouver dans l'admirable courage de son peuple, les vertus de ses combattants et l'organisation de ses vastes richesses, l'énergie et les moyens nécessaires pour chasser l'envahisseur et briser dans de terribles batailles l'essentiel de sa force guerrière.

Notre hommage s'adresse aux États-Unis d'Amérique, qui, attaqués à leur tour en décembre 1941 et refoulés d'abord jusqu'aux extrémités du Pacifique, ont su devenir une grande puissance militaire et réaliser par-delà les mers les immenses entreprises qui ramènent l'Europe à la vie, tout en arrachant au Japon les bases qui bientôt le menaceront au cœur.

Notre hommage s'adresse aux vaillantes nations polonaise, tchécoslovaque, belge, hollandaise, luxembourgeoise, norvégienne, yougoslave, grecque, qui furent entièrement submergées par l'abominable marée mais qui, comme nous-mêmes, ne désespèrent jamais et voient paraître, à leur tour, l'aube de la libération.

Mais, si un peuple tel que le nôtre, accoutumé aux grands malheurs comme aux grandes gloires, sait reconnaître que chacun des États qui forment, avec lui, l'équipe de la liberté a noblement mérité son amitié et son estime, il sait aussi se juger lui-même et mesurer, sans s'en faire accroire, le rôle qu'il aura joué dans la prochaine victoire commune.

Certes, nous avons assez souffert pour n'oublier jamais notre désastre initial. Nous savons que, mal préparés, nous aussi, aux formes nouvelles de la guerre, point remis des pertes gigantesques que nous avons prodiguées au cours du dernier conflit, pratiquement isolés à l'avant-garde des démocraties, n'ayant, pour nous couvrir, ni mers protectrices, ni vastes étendues, nous nous trouvâmes submergés par la force mécanique allemande et précipités brutalement dans un désarroi matériel et moral qui permit au défaitisme et à la trahison de paralyser chez beaucoup la volonté de vaincre. Tout de même ! nous étions en ligne dès le 3 septembre 1939. Et, tandis qu'en 1940 tout ce que l'Allemagne possédait de chars, de canons et d'avions s'acharnait à nous abattre, ces chars, ces canons, ces avions, qui taillaient dans notre chair, ne taillaient pas dans la chair des autres ! Par la suite, malgré l'oppression, la nuit de l'isolement, la propagande mensongère, l'obstination de servitude des usurpateurs du pouvoir, jamais la masse des Français ne tint la défaite pour acquise et jamais nos drapeaux ne furent absents des champs de bataille. A peine le malheur était-il accompli que la nation commençait la lente et dure ascension qui l'a conduite hors de l'abîme. La flamme de la Résistance française ne devait pas s'éteindre ; elle ne s'éteignit pas.

Ce qu'il nous en a coûté de pertes, de fureurs, de larmes, d'autres que nous en feront un jour, à loisir, le total. Constatons simplement que nos armées, refaites homme par homme, d'abord dans les profondeurs lointaines de l'Empire, puis sur les bords de la Méditerranée, ont apporté un concours important à cette bataille d'Afrique qui, en trois ans, liquida l'Empire de Mussolini et chassa les Allemands de la Libye et de la Tunisie. Constatons que nos troupes ont joué dans la grande victoire d'Italie un rôle capital. Constatons qu'en même temps de vaillantes unités, jaillies spontanément de la douleur et de l'espérance nationales, se formaient sur le territoire métropolitain, littéralement dans les jambes de l'ennemi et, malgré d'indicibles difficultés d'organisation, d'armement et d'encadrement, entamaient le combat au premier signal. Constatons enfin que, dans la bataille de France, ce qu'ont déjà accompli nos forces, soit par la manœuvre et les attaques des grandes unités de campagne, soit par les actions de détail partout menées par les unités de l'intérieur, a compté pour beaucoup dans les succès de la coalition. Il peut y avoir intérêt à noter, par exemple, que, des 350 000 hommes que, suivant les chiffres officiels, l'ennemi a laissés prisonniers entre les mains des Alliés depuis le début de la bataille de France jusqu'au 10 septembre, 105 000 se sont rendus aux troupes françaises, dont près de 50 000 à notre armée du Rhône, 20 000 aux soldats de Leclerc, et plus de 35 000 à nos forces de l'intérieur en tous points du territoire. Depuis, on en annonce davantage. Certes, en d'autres temps et circonstances, nous faisons mieux et plus que cela.

Mais qui pourrait contester, qu'en dépit des terribles conditions intérieures et extérieures où la France s'est trouvée réduite, elle aura voulu et elle aura su signer, elle aussi, la victoire ?

Il n'est vraiment pas nécessaire d'expliquer comment et pourquoi cette continuité de la volonté et, j'ajoute, de l'effort de notre peuple dans la guerre, lui donne le droit, oui le droit, de faire valoir ses intérêts dans ce qui sera bientôt le règlement du conflit mondial. Aussi bien, voulons-nous croire que, finalement, ce droit ne sera plus contesté et que cette sorte de relégation officielle de la France, dont ont tant souffert ceux qui parlent et agissent en son nom, va faire place à la même sorte de relations que nous avons, depuis quelques siècles, l'honneur et l'habitude d'entretenir avec les autres grandes nations.

Mais, en ayant réussi à se maintenir dans la lutte, ce n'est pas à elle-même seulement que la France aura rendu service. Car, ainsi, elle aura fait en sorte qu'il soit juste et qu'il soit possible d'associer, aux actes qui assureront la sécurité de tous et l'organisation mondiale dans la paix, un État sans lequel on ne voit point comment pourraient être valablement et durablement construites ni la sécurité, ni l'organisation mondiale, ni la paix.

Oui, nous croyons qu'il est de l'intérêt supérieur des hommes que les dispositions qui régleront demain le sort de l'Allemagne vaincue ne soient pas discutées et adoptées sans la France, parce qu'il se trouve qu'aucune puissance n'est plus intéressée que la France à ce qui touche au voisin dont elle a eu, depuis plus de deux mille ans, à s'occuper plus que quiconque et qu'il serait bien aléatoire de vouloir édifier quelque chose en dehors du principal intéressé. Nous croyons que décider sans la France quoi que ce soit qui concerne l'Europe, serait une grave erreur ; d'abord parce que la France est intégrée à l'Europe, au point que ce qui touche une partie quelconque du vieux continent la touche elle-même d'une manière directe et réciproquement, ensuite parce qu'elle s'honore de pouvoir apporter à la solution de chacun des problèmes européens une expérience assez chèrement acquise et une confiance assez exceptionnelle de la part de beaucoup. Nous croyons enfin que déterminer sans la France les conditions politiques, économiques, morales, dans lesquelles les habitants de la terre auront à vivre après le drame, serait un peu aventuré, car, après tout, 100 millions d'hommes fidèles vivent sous notre drapeau dans les cinq parties du monde et, d'autre part, beaucoup de nos semblables croient que toute grande construction humaine serait arbitraire et fragile s'il y manquait le sceau de la France. =====

Il est vrai que ce n'est point tout que de reprendre son rang. Encore faut-il le tenir. Au fond de l'océan des douleurs et des outrages où elle fut plongée depuis plus de quatre ans et dont elle émerge aujourd'hui, la nation française a mesuré les causes de ses malheurs provisoires, celles dont elle fut elle-même responsable et celles qui incombent à d'autres. Elle a discerné également les voies et moyens de retourner à sa vocation de liberté et de grandeur. Pour y parvenir, il s'est formé dans notre peuple, au milieu des épreuves, une extraordinaire unanimité nationale. Telle est la force immense à laquelle en appelle le Gouvernement pour remplir sa mission au service du pays.

S'il a le droit et le devoir d'en appeler à cette force, c'est d'abord parce qu'il est le gouvernement de la République. Assurément, le raz de marée qui a passé sur la France a balayé les organismes par quoi s'exprimait normalement la volonté nationale. Assurément, la masse des citoyens a jugé que de profondes réformes devaient être apportées au fonctionnement de nos institutions. C'est pourquoi il n'existe, en droit ni en fait, aucun autre moyen d'établir l'édifice démocratie que de consulter le souverain, qui est le peuple français. Dès que la guerre voudra bien le permettre, c'est-à-dire dès que le territoire sera entièrement

libéré et que nos prisonniers et déportés auront regagné leurs foyers, le gouvernement conviera la nation à élire, par le suffrage universel de tous les hommes et de toutes les femmes de chez nous, ses représentants dont la réunion constituera l'Assemblée Nationale. Jusque-là, le gouvernement remplira sa tâche avec le concours de l'Assemblée consultative élargie, destinée à fournir une expression aussi qualifiée que possible de l'opinion et dont les hommes éprouvés qui forment aujourd'hui le Conseil national de la Résistance seront tout naturellement le noyau. Mais, dès que la souveraineté aura été rétablie dans la personne des mandataires élus de la nation, le gouvernement déposera entre leurs mains le pouvoir provisoire dont il assume la charge.

Si le gouvernement est celui de la République, ce n'est pas seulement parce qu'il fait en sorte de conduire la nation, selon ses vœux et ses intérêts, jusqu'au nouveau départ de la démocratie française, mais c'est aussi pour cette raison qu'il fait et fera appliquer les lois, les justes lois que la nation s'était données au temps où elle était libre et qui s'appellent les lois républicaines. Sans doute n'affirmons-nous pas que toutes soient parfaites, mais, telles quelles, elles sont les lois ! et, tant que la souveraineté nationale ne les aura pas modifiées, c'est le strict devoir du pouvoir exécutif, fut-il, comme il l'est, provisoire, de les faire exécuter dans leur esprit et dans leurs termes, ainsi qu'il l'a fait d'ailleurs, sans hésiter et sans fléchir, depuis plus de quatre années, parmi tous les hommes et dans tous les territoires qu'il arrachait successivement à l'ennemi ou à Vichy. Sans doute, les circonstances lui imposent-elles parfois de prendre des dispositions qui ne sont pas formulées dans nos codes et d'associer souvent à l'élaboration de ces dispositions l'Assemblée consultative, mais il le fait sous sa responsabilité, dont la nation à juste titre, considère qu'elle est entière. Il appartiendra ensuite aux futurs élus du pays de les transformer, ou non, en lois proprement dites. Faute de s'en tenir fermement à ces principes, il n'y aurait qu'arbitraire et chaos, dont la nation ne veut pas. Mais, en les appliquant, nous trouvons les conditions de l'ordre, de l'efficienc e et de la justice.

Or, ces conditions d'ordre, d'efficienc e, de justice, si nulle entreprise humaine ne saurait s'en passer, a fortiori sont-elles nécessaires dans la situation où se trouve le pays. D'abord nous faisons la guerre et je dis tout net que, sauf effondrement subit de l'ennemi, nous n'avons pas fini de la faire. Tout semble montrer que l'ennemi, en dépit des pertes terribles qu'il a subies à l'Est et à l'Ouest, et malgré la défection de tous ses satellites, à l'exception d'un seul, s'apprête à livrer une nouvelle grande bataille pour tenter de couvrir son territoire jusqu'à ce que l'hiver vienne, espère-t-il, ralentir les opérations offensives des armées alliées et françaises. Or, à cette bataille-là et à celles qui, éventuellement, suivront, nous entendons participer dans la plus large mesure possible. Il en sera de même de l'occupation en Allemagne. C'est dire que nous avons à pratiquer une politique militaire tendant à constituer des grandes unités, aptes, comme celles dont nous disposons déjà, à manœuvrer, combattre et vaincre où que ce soit et sur n'importe quel champ de bataille un adversaire encore puissant et résolu. A cet égard, l'ardente jeunesse qui, à l'appel de la patrie, s'est groupée pour le combat dans nos forces de l'intérieur, nous fournit les éléments humains de ces formations nouvelles. Comme les bataillons des volontaires de 1791 et 1792, ils apportent à l'armée nationale les trésors de leur ardeur et de leur valeur. Je puis annoncer que, déjà, une division se forme en Bretagne. Je compte qu'une autre sera formée par la Région de Paris. Je suis certain que d'autres encore pourront être constituées ailleurs, sans préjudice des milliers d'hommes et des fractions constituées qui sont allés ou qui iront compléter nos grandes unités en ligne. Tous les soldats de France font partie intégrante de l'armée française et cette armée doit demeurer, comme la France à qui elle appartient, une et indivisible.

S'il est de fait qu'en beaucoup de régions du territoire la grande bataille de libération a passé sans entraîner de ruines massives, il ne l'est pas moins que certaines autres ont subi de terribles ravages. D'ailleurs, l'ennemi tient toujours dans tout ou partie de quinze de nos départements et, en particulier, dans un grand nombre de nos ports. Nos communications ferroviaires, fluviales, portuaires, se trouvent en ce moment paralysées pour la plupart par des destructions de toutes sortes et notre matériel roulant par voie de fer ou par voie de terre a, en grande partie, disparu. Encore faut-il ajouter que les transports destinés aux armées ont naturellement la priorité sur ceux qui intéressent les populations. Les prélèvements innombrables opérés par l'ennemi depuis 1940 sur l'ensemble de nos ressources et notamment sur nos stocks, nos matières premières, nos machines, nos combustibles, entraînent un appauvrissement considérable de nos moyens de production. Enfin, les nécessités militaires ne permettront pas, de longtemps, à nos alliés de procéder chez nous à des importations notables. Bref, nous nous trouvons, et chaque Français le comprend bien, devant une période difficile où la libération ne nous permet nullement l'aisance matérielle, mais comporte, au contraire, le maintien de sévères restrictions et exige de grands efforts de travail et d'organisation en même temps que de discipline. Bien qu'on puisse être certain que cette situation ira en s'améliorant, il faut prévoir que l'amélioration sera lente. Cela, la nation le sait et elle est décidée, en dépit de ce qu'elle a souffert, à supporter noblement ces épreuves, comme un grand peuple qui refuse de gaspiller le présent, afin de mieux bâtir l'avenir.

Car c'est bien de l'avenir qu'il s'agit ! de l'avenir vers lequel des millions et des millions de Français et de Françaises regardent avec ardeur et avec confiance, de l'avenir dont la nation entière veut qu'il soit une rénovation.

Oui, certes, une rénovation ! Ce qu'auront coûté, avant et pendant ce drame, à notre puissance, à notre unité, à notre substance même, les négligences, médiocrités, injustices, que nous avons pratiquées ou tolérées, et aussi, sachons le dire, le manque de hardiesse et de continuité dans le rôle d'impulsion et de direction des pouvoirs publics, nous le voyons d'une manière assez éclatante pour avoir résolu de prendre un chemin nouveau.

Pour résumer les principes que la France entend placer désormais à la base de son activité nationale, nous dirons que, tout en assurant à tous le maximum possible de liberté et tout en favorisant en toute matière l'esprit d'entreprise, elle veut faire en sorte que l'intérêt particulier soit toujours contraint de céder à l'intérêt général, que les grandes sources de la richesse commune soient exploitées et dirigées non point pour le profit de quelques-uns, mais pour l'avantage de tous, que les coalitions d'intérêts qui ont tant pesé sur la condition des hommes et sur la politique même de l'État soient abolies une fois pour toutes, et qu'enfin chacun de ses fils et chacune de ses filles puisse vivre, travailler, élever ses enfants, dans la sécurité et dans la dignité.

Mais les plus nobles principes du monde ne valent que par l'action. A cet égard, notre peuple entier discerne que son bonheur et sa grandeur dépendent d'abord de son propre effort. Certes, le gouvernement a le devoir d'assurer, au fur et à mesure que cela est possible, les conditions sans lesquelles le progrès serait compromis ou l'injustice perpétuée. Certes, il lui appartient, par exemple, de faire en sorte que le niveau de vie des travailleurs français monte à mesure que montera celui de la production française. Certes, il est de son domaine, comme la loi lui en donne, d'ailleurs, dès à présent, le droit, de placer par réquisition ou par séquestre à la disposition directe de l'État l'activité de certains grands services publics ou de certaines entreprises, en attendant que la souveraineté nationale règle les modalités des choses. Certes, il a le devoir de faire verser à la collectivité nationale les enrichissements coupables obtenus

par ceux qui travaillaient pour l'ennemi. Certes, il lui revient de fixer les prix des denrées et de régler et contrôler les échanges aussi longtemps que ce qui est produit et transportable n'équivaut point aux demandes de la consommation. Mais, pour nous reconstruire peu à peu, dans la guerre d'abord, puis dans la paix, pour bâtir une France nouvelle, il faut bien autre chose et bien davantage. Il faut un vaste et courageux effort national.

Eh bien ! c'est à cet effort que nous appelons la nation. Nous savons dans quel état nous sommes, matériellement, démographiquement, moralement. Nous savons tout ce qui est, chez nous, détruit ou médiocre, dans tous les ordres d'idées. Nous savons tout ce qui nous manque par rapport à tout ce qui est à faire. Mais nous savons également ce que sont notre terre, notre sous-sol, notre Empire, ce que nous valons, quand nous le voulons bien, comme agriculteurs, ouvriers, commerçants, techniciens, patrons, inventeurs, penseurs, pour peu que nous marchions ensemble, serrés en rangs fraternels dans la discipline consentie d'un peuple fort. Nous savons ce que nos pères avaient su faire autrefois de la France, quand elle était nombreuse. Nous savons enfin qu'il n'y a pas chez nous un jeune homme, ni une jeune fille, qui ne rêve de vivre libre, fort, aimant et joyeux, dans le travail d'une grande époque et dans une grande patrie.

Le plan de mise en valeur de nos ressources matérielles, intellectuelles, morales, le gouvernement va l'établir à mesure des inventaires que la guerre nous découvrira. Il va l'établir, compte tenu du chemin que prendront les autres puissances du monde, car tout se tient et s'enchaîne sur notre terre d'aujourd'hui. Il va l'établir en s'aidant du large conseil des organismes qualifiés, qu'ils soient ceux du travail, de la production, de la recherche ou de la pensée. Cette guerre, où nous vaincrons l'ennemi qui prétendait nous asservir, va se prolonger dans la lutte contre tous les éléments qui s'opposent à notre progrès. Et vous, hommes et femmes de la Résistance française, vous tous croisés à la croix de Lorraine, vous qui êtes le ferment de la nation dans son combat pour l'honneur et pour la liberté, il vous appartiendra demain de l'entraîner, pour son bien, vers l'effort et vers la grandeur. C'est alors, et alors seulement, que sera remportée la grande victoire de la France !